

Afficher l'infolettre dans un autre onglet

Centre québécois du P.E.N. international

Infolettre n° 130

Jeudi 21 novembre 2024

Livres comme l'air enfin de retour au Salon du livre de Montréal

Après cinq ans d'absence, le Centre québécois du P.E.N. international, l'UNEQ et Amnistie internationale Canada francophone (groupe Montréal-Outremont) sont heureux de vous inviter à l'activité *Livres comme l'air*, qui aura lieu au Salon du Livre de Montréal. Cette activité permet à des écrivains et écrivaines du Québec de dédicacer une de leurs œuvres à une ou un écrivain-e emprisonné-e quelque part sur la planète. Ces auteurs partageront sur scène la biographie des écrivains auxquels ils sont jumelés et liront leur dédicace devant public. Les livres seront ensuite acheminés à la personne désignée, rappelant que la littérature est un acte de résistance et un espace de liberté.

L'activité aura lieu dimanche le 1er décembre, à 16 h, au Palais des Congrès de Montréal.

Les écrivains québécois jumelés à des auteurs emprisonnés sont :

Marie Hélène Poitras **jumelée à** Etienne Fakaba Sissoko (Mali)

Élise Turcotte **jumelée à** Hany Babu (Inde)

Alex Viens **jumelée à** Arnon Nampha (Thaïlande)

Félix Villeneuve **jumelé à** Ilhan Sami Çomak (Turquie)

Pierre-Yves Villeneuve **jumelé à** María Cristina Garrido Rodríguez (Cuba)

L'animation sera assurée par Nora Atalla, vice-présidente de P.E.N.-Québec. *Livres comme l'air* est un rendez-vous annuel dans plusieurs salons du livre et festivals littéraires québécois depuis 1999, un exemple convaincant de collaboration entre diverses organisations. Venez en grand nombre!

[Plus d'info](#)



écriture et liberté



pen

INTERNATIONAL

100
1921-2021



Crédit photo : Lauren Crothers

Cambodge : Le journaliste d'investigation Mech Dara libéré

24 octobre 2024

PEN International a reçu la confirmation que Mech Dara a été libéré sous caution en octobre dernier, à la suite de la présentation d'une nouvelle demande de libération par son avocat. Au moment de quitter l'enceinte de la prison, Mech Dara a indiqué aux journalistes qu'il devrait encore se battre contre l'accusation portée contre lui devant un tribunal à une date ultérieure.

La libération sous caution de Dara intervient un jour seulement après qu'il a présenté des excuses publiques par écrit et par vidéo. Dans le message adressé au premier ministre Hun Manet et à d'autres responsables, Dara s'est excusé d'avoir « publié des informations nuisibles au pays ». Selon les [médias](#), les excuses publiques de Dara interviennent après qu'il a été interrogé par un juge pendant plusieurs heures. Sa libération coïncide également avec une visite de deux jours d'une représentante du gouvernement américain, Samantha Power, qui s'est

engagée à verser [38 millions US \\$](#) supplémentaires pour le développement du pays. Au cours de sa visite, Mme Power a [évoqué le](#) cas de Mech Dara avec Hun Manet.

[Plus d'info](#), en cliquant sur français en bas à droite de l'écran :



Crédit photo : KROKODIL

Serbie : enquête urgente demandée au sujet des menaces proférées à l'encontre du Centre de littérature contemporaine KROKODIL

29 octobre 2024

Les autorités serbes doivent enquêter rapidement, de manière indépendante et impartiale, sur les menaces croissantes qui pèsent sur le Centre de littérature contemporaine KROKODIL et son personnel, a déclaré PEN International, après que des inconnus russophones soient entrés dans ses locaux, ont enlevé un drapeau ukrainien et intimidé les employés. À ce jour, personne n'a eu à répondre de ces actes. PEN International demande instamment aux autorités serbes de tout

mettre en œuvre pour prévenir et protéger les menaces qui pèsent sur les écrivains et les artistes.

En effet, le 20 septembre 2024, vers 16 heures, un groupe d'hommes portant des vêtements à l'effigie de l'extrême droite serbe, [sont entrés](#) dans les locaux de KROKODIL à Belgrade. KROKODIL a notamment créé la première [bibliothèque ukrainienne](#) en Serbie, [a accueilli](#) des écrivains ukrainiens et fourni une aide humanitaire à l'Ukraine.

Créée en 2009 dans le but de construire des ponts dans les Balkans occidentaux, [KROKODIL](#) est une [association de renommée internationale](#) axée sur la littérature, la culture et les programmes sociopolitiques, et est l'une des rares associations de Serbie à dénoncer activement la propagande russe. Elle organise chaque année un festival littéraire de renom à Belgrade. Depuis sa création, KROKODIL fait l'objet de pressions systématiques et soutenues de la part des autorités serbes.

[Plus d'info](#), en cliquant français en bas à droite de l'écran.



Crédit photo : Sara Rifky , avec l'aimable autorisation d'Ahmed Douma

Égypte : Les autorités doivent mettre fin à la persécution du poète Ahmed Douma

11 novembre 2024

PEN International exprime sa profonde préoccupation face à l'aggravation des méthodes d'intimidation et des menaces proférées à l'encontre du poète égyptien Ahmed Douma, qui a été victime d'actes de violence physique, de campagnes de diffamation, de harcèlement judiciaire, du gel de ses comptes bancaires et d'une interdiction de voyager. L'organisme est particulièrement préoccupé par la dernière enquête menée par les autorités sur ses publications sur les réseaux sociaux et demande que toutes les charges retenues contre lui soient abandonnées. Elle appelle les autorités égyptiennes à mettre fin à tous les actes d'intimidation, d'incitation et de menaces à l'encontre du poète, et à veiller à ce qu'il puisse voyager et accéder aux services publics sans restrictions.

Le 10 novembre, Ahmed Douma a été libéré sous caution après avoir été accusé de « diffusion de fausses nouvelles à l'étranger et dans le pays, susceptibles de porter atteinte au prestige de l'État, de nuire aux intérêts nationaux et de troubler la paix publique ». Depuis sa libération l'année dernière après une décennie d'emprisonnement arbitraire, Douma continue de faire l'objet de menaces et de tactiques d'intimidation dans le but de le réduire au silence et de servir d'avertissement à d'autres voix critiques.

[Plus d'info](#), en cliquant sur français en bas à droite de l'écran :



Égypte : Appel urgent à l'UNWGAD au nom de l'écrivain Alaa Abd el-Fattah

- 12 novembre 2024

Une coalition d'organisations de défense des droits de l'homme a adressé une demande urgente à quatre membres du Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire (UNWGAD), au nom d'Alaa Abd el-Fattah, écrivain primé et militant britannique égyptien . « Alaa Abd el-

Fattah est toujours détenu arbitrairement en Égypte et nous vous demandons instamment de faire connaître votre avis sur son cas dans les plus brefs délais. »

Une équipe de conseillers internationaux, dirigée par l'avocat Can Yeğinsu, a déposé un appel urgent auprès de l'UNWGAD au nom de Abd el-Fattah et de sa famille il y a un an, le 14 novembre 2023, en faisant valoir que son maintien en détention était arbitraire et violait le droit international. Peu après, le 23 novembre 2023, 34 organisations de défense de la liberté d'expression et des droits de l'homme ont envoyé une lettre à l'UNWGAD pour soutenir cette demande et l'exhorter à rendre rapidement son avis sur la question.

Le cas d'Alaa Abd el-Fattah continue de préoccuper les organisations qui ont signé cette demande. Il a déjà passé la majeure partie de la dernière décennie emprisonné en Égypte en raison d'accusations liées à ses écrits et à son activisme. En novembre 2022, [les experts de l'ONU](#) se sont joints aux voix de plus en plus nombreuses qui réclamaient la libération immédiate d'Alaa Abd el-Fattah. Pourtant, deux ans plus tard, alors qu'il a purgé l'intégralité de sa peine de cinq ans, il est toujours en prison.

[Plus d'info](#) et liste des signataires, en cliquant sur français en bas à droite de l'écran :



Image credit: Elma Okic

Nicaragua : PEN International se joint au Conseil des droits de l'homme des Nations unies pour demander la liberté d'expression et la liberté de la presse

-11 novembre 2024

Le 13 novembre, à Genève, en Suisse, avaient lieu l'examen et l'adoption des recommandations émises à l'État du Nicaragua [dans le cadre du quatrième cycle de l'Examen périodique universel \(EPU\) du Nicaragua](#).

Les organisations et réseaux soussignés appelaient le Conseil des droits de l'homme des Nations unies (CDH) à formuler des recommandations afin de garantir la protection et le respect de la liberté d'expression et de la liberté de la presse dans le pays. Ils demandaient instamment au CDH de prendre en considération les graves plaintes [soulevées](#) par les organisations de la société civile dans le cadre de l'EPU, ainsi que les rapports présentés par le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme.

Depuis 2018, le Nicaragua est confronté à une grave crise des droits de l'homme, intensifiée à la suite de manifestations citoyennes qui ont déclenché une répression sans précédent de la part de l'État. Elle a touché des militants, des artistes, des journalistes, des étudiants, des membres du clergé, des défenseurs des droits de l'homme et des organisations de la société civile.

Tous ont été persécutés et criminalisés pour avoir remis en question le discours officiel. Bien que [l'État du Nicaragua ait affirmé dans son rapport national](#), présenté en septembre 2024, qu'il n'y a pas eu de violation de la liberté d'expression durant la période d'évaluation (2019-2023), les rapports de la société civile et des organismes internationaux, comme la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) et le CDH, démontrent une autre réalité. Les enquêtes, les données concrètes et les témoignages montrent une fermeture presque complète de l'espace civique et la persécution systématique des voix critiques.

Selon les [informations recueillies par des organisations de la société civile](#), de 2019 à 2023, les attaques les plus courantes contre les journalistes et les travailleurs des médias comprennent les détentions arbitraires, l'espionnage, le harcèlement judiciaire, les enlèvements, la violence sexiste, la torture et la surveillance des membres de la famille. En outre, l'exil forcé, l'expulsion et la déchéance de nationalité sont devenus des pratiques répressives courantes, augmentant la vulnérabilité des journalistes et des travailleurs des médias en les privant de leurs droits civils, sociaux, économiques, politiques et culturels - une situation qui démontre la violation permanente des droits de l'homme.

[Plus d'info et liste des signataires, en cliquant sur français en bas à droite de l'écran](#)



Crédit photo : Shutter Stock

Azerbaïdjan : faire pression lors de la COP29 pour mettre fin à la crise des droits de la personne

- 6 novembre 2024

PEN International se joignait à Human Rights Watch, au Comité pour la protection des journalistes et à ses partenaires pour exhorter les dirigeants de l'UE à faire pression sur les autorités azerbaïdjanaises pour qu'elles mettent fin à leur agression contre les détracteurs du gouvernement.

Avant la COP29, [la 29e conférence annuelle des Nations unies sur le changement climatique](#) à Bakou, en Azerbaïdjan, 17 organisations internationales de défense des droits de l'homme demandaient aux dirigeants européens présents d'attirer d'urgence l'attention sur la détérioration de la situation des droits de l'homme dans le pays et d'en parler directement au gouvernement azerbaïdjanais.

L'Azerbaïdjan a des antécédents en matière de violation des droits de l'homme qui [se sont sérieusement aggravés](#) au cours des deux dernières années, le gouvernement s'en prenant aux derniers vestiges des médias indépendants et de la société civile, y compris les défenseurs des droits de la personne.

L'UE devrait veiller à ce que les liens économiques et politiques avec l'Azerbaïdjan, y compris la coopération énergétique, contiennent des engagements concrets en matière de droits de l'homme, conformément aux obligations de l'Azerbaïdjan en tant que membre de l'initiative de partenariat oriental de l'UE. L'UE devrait user de son poids politique et diplomatique auprès des autorités pour s'assurer que ce partenariat est conforme aux engagements pris par l'UE dans le cadre du traité de défendre et de promouvoir les droits de l'homme dans sa politique étrangère.

[Plus d'info](#) et liste des signataires, en cliquant sur français en bas à droite de l'écran



Gambie : mettre fin au harcèlement judiciaire de Musa S. Sherrif, membre du PEN, et Momodou Justice Darboe

5 novembre 2024

PEN International demande aux autorités gambiennes d'arrêter immédiatement et sans condition les poursuites en repréailles contre le journaliste et président de PEN Gambie, Musa S. Sherrif, et son collègue Momodou Justice Darboe, en raison de leur travail journalistique. Ces poursuites font suite à un [article](#) qu'ils ont publié le 23 septembre 2023 dans [The Voice](#) citant des responsables du parti au pouvoir et d'autres sources qui auraient déclaré que le président du pays, Adama Barrow, avait choisi un successeur et qu'il ne se présenterait pas aux prochaines élections générales de 2026.

Après la publication de l'article par le journal *The Voice* le 25 septembre 2024, les avocats du président Adama Barrow ont écrit au journal, qualifiant l'article de diffamatoire et menaçant d'intenter une action en justice si le journal ne se rétractait pas et ne présentait pas ses excuses au président dans les vingt-quatre heures. Avant que le journal ne puisse répondre, le 26 septembre, Musa et Momodou ont été convoqués au siège de la police à Banjul, interrogés et placés en détention.

Les deux journalistes ont été inculpés de « fausse publication et diffusion » et de « partage d'informations trompeuses susceptibles d'alarmer le public », et ont été libérés sous caution de la police. Musa et Momodou risquent un minimum d'un an d'emprisonnement et une amende pouvant atteindre 250 000 D (plus de 3 644 USD) s'ils sont reconnus coupables d'avoir publié ce que les autorités gambiennes considèrent comme de « fausses nouvelles ».

[Plus d'info](#), en cliquant sur français en bas à droite de l'écran



Barry McCaffrey. Crédits photographiques : Ricardo Gutiérrez / EFJ.

Irlande : Continuer à protéger la liberté des médias et les journalistes

- 25 octobre 2024

Après une visite de deux jours à Dublin, les 22 et 23 octobre 2024, les membres de la Plateforme du Conseil de l'Europe sur la sécurité des journalistes ont exhorté les autorités irlandaises à poursuivre leur collaboration avec la société civile. Ils ont demandé une attention particulière pour la réforme de la législation sur la diffamation, l'adoption de mesures juridiques exhaustives contre les procédures-bâillon, la sécurité des journalistes sur l'ensemble de l'île d'Irlande et un modèle financier durable pour des médias de service public fiables.

Les organisations partenaires ont rencontré des journalistes, des représentants de l'Union nationale des journalistes (NUJ) et des fonctionnaires du ministère de la Justice et du ministère du Tourisme, de la Culture, des Arts, de la Région de Gaeltacht, des Sports et des Médias. La délégation a noté avec inquiétude les retards actuels dans la réforme des lois irlandaises sur la diffamation et a souligné l'urgence d'une réforme qui incorpore des dispositions anti-SLAPP fortes. Les organisations notent également que le calendrier de transposition de la directive anti-SLAPP* de l'UE exige un engagement rapide des autorités sur cette question vitale.

Bien qu'il soit peu probable que le projet de loi sur la diffamation (réforme) soit adopté avant les élections générales prévues, il est essentiel que la nouvelle administration donne la priorité à ce projet de loi.

Sans les réformes nécessaires, l'Irlande ne disposera pas de protections adéquates contre les menaces juridiques abusives à une époque où des acteurs puissants, y compris des hommes politiques, utilisent la diffamation et la menace d'une loi sur la diffamation pour réduire les journalistes au silence ou les intimider.

* Le terme « SLAPP » est un acronyme pour *strategic lawsuit against public participation*. Ces procédures d'intimidation, souvent qualifiées de « procédures bâillon », sont un véritable fléau pour la liberté d'expression et la participation démocratique.

[Plus d'info](#), en cliquant sur français en bas à droite de l'écran.



He Xie (Crabes de rivière) par Ai Weiwei. Crédit photo : Ross Holder.

Chine : une campagne pour « normaliser » l'utilisation de la langue indique une répression de l'expression en ligne

Le dernier effort du gouvernement chinois pour contrôler le discours en ligne en limitant l'utilisation créative du langage et des jeux de mots porte atteinte à la liberté d'expression et menace la culture linguistique de la Chine. Comme le rappelle Orwell dans son conte d'avertissement *1984*, les efforts visant à réduire le langage pour mieux le contrôler menacent notre capacité à exprimer ou même à concevoir de nouvelles idées. À une époque où le développement et l'échange d'idées sont indispensables pour relever des défis, tels que le changement climatique et l'intelligence artificielle, restreindre l'utilisation créative de la langue pourrait entraîner des conséquences profondes et imprévisibles pour la société chinoise, a déclaré Urtzi Urrutikoetxea, président du comité de traduction et des droits linguistiques de PEN International.

- 24 octobre 2024

Le 11 octobre, le régulateur en ligne et censeur d'État chinois a annoncé une nouvelle « action spéciale » axée sur l'utilisation d'un « langage et d'une écriture non standard et non civilisés », dans le cadre de sa dernière campagne visant à réglementer l'expression en ligne.

Depuis la mise en place du régime de censure de l'internet en Chine, communément appelé le [Grand Firewall](#), les utilisateurs de l'internet en Chine ont été contraints de s'engager dans un long jeu du chat et de la souris avec les censeurs du gouvernement, qui interdisent l'utilisation de mots-clés déterminés en ligne qui sont considérés comme politiquement sensibles. Certains mots-clés sont censurés pour une durée limitée, par exemple lors d'événements politiques importants, ou lorsque des mots apparemment anodins deviennent des références populaires à un sujet ou à une personne politiquement sensible. Les années précédentes, les mots-clés

censurés comprenaient des noms de militants des droits de la personne, tels que l'écrivain [Liu Xiaobo](#) (刘晓波) après sa mort en détention, et des références à [Winnie l'ourson](#) (维尼熊) dans les médias sociaux en 2013 et 2017 après que le personnage fictif a gagné en popularité en ligne en tant que référence subversive au président Xi Jinping.

[Plus d'info](#), en cliquant sur français en bas à droite de l'écran.



Türkiye : contre la révocation de la licence de diffusion de la radio Açık Radyo

- 18 octobre 2024

PEN International se joint à l'Institut international de la presse (IIP), ainsi qu'à 59 groupes de défense de la liberté de la presse et de la liberté d'expression, médias et organisations de la société civile, pour condamner la révocation officielle de la licence de diffusion terrestre de la station de radio indépendante [Açık Radyo](#) par le RTÜK (Conseil suprême de la radio et de la télévision), l'autorité turque de régulation de l'audiovisuel. Cette décision porte un coup sévère à la radiodiffusion indépendante en Türkiye, réduisant au silence une plateforme connue pour promouvoir des voix diverses et critiques et pour aborder des questions d'un intérêt public

profond. Açık Radyo, un média indépendant et à but non lucratif fondé en 1995, est depuis longtemps une source vitale de liberté d'expression en Türkiye.

La déclaration a été produite par l'IIP dans le cadre de la [Réponse rapide pour la liberté des médias \(MFRR\)](#). Ce mécanisme européen, financé par la Commission européenne, suit, surveille et réagit aux violations de la liberté de la presse et des médias dans les États membres de l'UE et les pays candidats.

En mai, l'autorité turque de régulation de la radiodiffusion a sanctionné Açık Radyo après que son invité eut tenu des propos dans l'émission Açık Gazete, diffusée le 24 avril, où il avait dit : « (...) le 109e anniversaire des déportations et des massacres, appelés génocide, qui ont eu lieu sur le sol ottoman. » La commémoration du génocide arménien a été interdite cette année encore, comme vous le savez. » RTÜK avait [imposé](#) une amende administrative et une suspension de diffusion de cinq jours à la chaîne pour avoir prétendument « incité le public à la haine et à l'hostilité ou créé des sentiments de haine dans la société ». Açık Radyo a payé l'amende, mais a continué à émettre. Après avoir évalué que les conditions spécifiées dans la sanction avaient été violées, RTÜK a décidé de révoquer la licence de diffusion d'Açık Radyo en juillet.

[Plus d'info et liste des signataires](#), en cliquant sur français en bas à droite de l'écran



Stock Photo ID : 1127767487. Contributeur de la photo : [Red Confidential](#).

Banjul, Gambie : DÉCLARATION à la 81e session ordinaire de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples

Extrait de la déclaration de PEN International faite par Nduko o'Matigere, chef de la région Afrique :

(...) « Sur l'ensemble du continent, les contextes nationaux caractérisés par la négation de la gouvernance démocratique et la conduite autocratique des États, les conflits armés prolongés dans au moins 14 pays et l'impunité systémique continuent de renforcer les restrictions et les violations endémiques du droit à la liberté d'expression.

Dans la majorité des pays, les autorités nationales n'ont toujours pas respecté leurs engagements nationaux et leurs obligations internationales en matière de promotion, de protection et de respect des droits de l'homme pour leurs citoyens. L'existence de constitutions démocratiques, assorties de chartes des droits, et le fait que presque tous les pays soient signataires d'une série de traités régionaux et internationaux sur les droits de l'homme n'ont pas dissuadé les autorités de supprimer les voix critiques, en particulier celles des écrivains, des artistes et des journalistes indépendants qui font simplement leur travail de narration, de création artistique, de divertissement, de reportage ou d'information du public. »

(...) PEN International est préoccupé par le fait que les tactiques répressives utilisées par les autorités à travers l'Afrique sont toutes des formes de censure systémique, dont le résultat final est un environnement civique de plus en plus contraignant dans lequel les comportements abusifs et l'impunité des puissants sont garantis. »

[Plus d'info](#), en cliquant sur français en bas à droite de l'écran.



Cuba : mettre fin au harcèlement des journalistes, des écrivains et des artistes

- 16 octobre 2024

PEN International, PEN Cuba Writers in Exile et Artists at Risk Connection (ARC) dénoncent une nouvelle vague d'attaques contre les voix indépendantes. Ces dernières semaines, des journalistes, des artistes et des écrivains ont dénoncé les arrestations arbitraires, le harcèlement et les menaces des autorités, signalant une tendance à la censure dans le cadre de l'adoption de nouvelles lois limitant l'exercice de la liberté d'expression.

Des actes répressifs ont été commis récemment à la suite de l'entrée en vigueur de la *Loi sur la communication sociale* au début du mois, ainsi que de décrets relatifs au règlement de la loi. La loi sur la communication sociale, entrée en vigueur le 4 octobre, impose un contrôle extrême sur les médias, les journalistes et l'opinion publique. Par exemple, un article interdit aux contenus publiés de diffamer, calomnier ou insulter les autorités de l'État et d'être utilisés pour « subvertir l'ordre constitutionnel et déstabiliser l'État de droit socialiste et la justice sociale ».

[Plus d'info](#), en cliquant sur français en bas à droite de l'écran



Crédit photo : Pippa Zammit Cutajar

Malte : lettre ouverte au premier ministre Abela, sept ans après l'assassinat de la journaliste Daphne Caruana Galizia

- 15 octobre 2024

En prévision du septième anniversaire de l'assassinat de la journaliste d'enquête Daphne Caruana Galizia, le 16 octobre 2017, PEN International s'est associé à des organisations de journalistes et de défense de la liberté d'expression pour inciter le premier ministre maltais Robert Abela à s'engager à nouveau à favoriser un environnement sûr et propice pour la communauté des journalistes maltais. La lettre mentionne la reconnaissance par l'État de sa responsabilité dans la mort de la journaliste et son engagement dans plusieurs réformes.

« À l'occasion de l'anniversaire de l'assassinat de Daphne Caruana Galizia, nous espérons que vous pourrez vous engager à nouveau à mettre pleinement en œuvre les recommandations de l'enquête publique et à garantir que les mesures législatives en cours seront au moins conformes aux normes internationales, et que les réformes seront menées de manière transparente et avec

l'assistance technique d'experts internationaux en matière de médias et la pleine participation de la société civile. », déclarent les signataires.

Lire le [texte intégral de la lettre ici et la liste des signataires](#), en cliquant sur français en bas à droite de l'écran.

ACTIVITÉS DU CENTRE QUÉBÉCOIS DU P.E.N. INTERNATIONAL



Suzanne Kemenang, Ivana Otasević, Félix Villeneuve, Wissal Temani et Françoise Guénette

À Québec, une table ronde : *La littérature comme expression d'inclusion culturelle*

Le 2 novembre dernier, dans le cadre de la Semaine de l'immigration francophone, Suzanne Kemenang, directrice des Éditions Terre d'Accueil, a convié le public à une table ronde qui s'est tenue à la Maison de la littérature de Québec sous le thème « La littérature comme expression d'inclusion culturelle ». Françoise Guénette animait la séance qui réunissait Suzanne Kemenang, Ivana Otasević de la Chaire UNESCO sur la diversité des expressions culturelles, Wissal Temani du Centre multiethnique de Québec et Félix Villeneuve, président du Centre québécois du P.E.N. international, lequel a profité de cette tribune pour parler du programme ICORN et du cas très actuel de Marthe Nounfoh Faré, présidente de PEN Togo exilée au Québec depuis septembre.

Renouvellement de votre cotisation

Cher ou chère membre,

Il est toujours temps de renouveler votre cotisation pour l'année 2024.

Saviez-vous que les frais d'adhésion et les dons de nos membres sont notre seule source de revenus, notre organisme n'étant admissible à aucune subvention gouvernementale?

Votre adhésion au Centre québécois du P.E.N. international contribuera à la libération de plusieurs écrivains à travers le monde ou à la fin du harcèlement qu'ils endurent encore aujourd'hui.

Si vous avez déjà renouvelé votre adhésion, nous vous en remercions.

Si vous ne l'avez déjà fait, nous vous invitons à payer votre cotisation par **Interac** à l'adresse quebec.pen@gmail.com, **en ligne** par **PayPal** ou par **chèque**, à l'adresse suivante :

Centre québécois du P.E.N. international
C.P. 23279
C.P. des boulevards
Laval (Québec) H7N 6K1

Dans tous les cas, il faut **remplir le formulaire** que vous trouverez [en ligne](#).

Votre nouvelle carte sera valide du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024.

En vous remerciant du fond du cœur,

Le Conseil d'administration du Centre québécois du P.E.N. international

Les membres du Conseil d'administration du Centre québécois du P.E.N. international

Président :
Félix Villeneuve

Vice-présidente :
Nora Atalla

Trésorière :
Michèle Bernard

Administrateurs/administratrices :
Gaston Bellemare
Mireille Cliche
Pauline Michel
Benoît Quessy
Sherry Simon

Coordonnatrice :
Dominique Gaucher

Membres d'honneur :
Raïf Badawi (Arabie saoudite)
Asli Erdogan (Turquie)
Angye Gaona (Colombie)
Homa Hoodfar (Iran-Canada)
Rahile Dawut (Chine)
Julian Assange (Australie)

Rédaction : Dominique Gaucher
Révision : Michèle Bernard

***La littérature ne connaît pas de frontières et doit demeurer une devise
commune à tous.***

Charte du PEN



Twitter

Suivez-nous sur
Twitter pour rester à
jour concernant les
nouvelles et autres
informations de notre
organisme.



Facebook

Souscrivez à notre
page Facebook pour
suivre nos nouvelles,
nouveauités et autres
discussions.

[Se désabonner](#)

C.P. 23279, C.P. des boulevards, Laval, Québec H7N 6K1